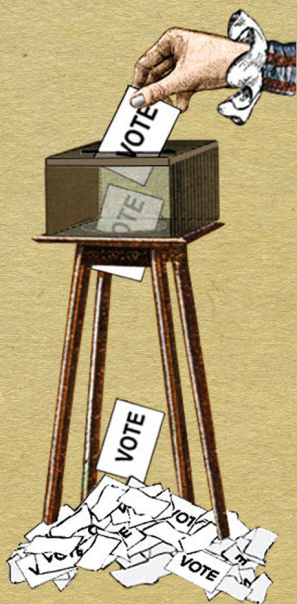


VOTER POUR RIEN

RAPHAËL BARAT

PAYOT



1691 LE JOUR OÙ LES CITOYENS
MENACÈRENT DE "FAIRE
SAUTER LES VIEUX"

À l'heure où Louis XIV régnait en monarque de droit divin sur la France, les citoyens de la République voisine de Genève votaient pas moins de deux fois l'an pour élire leurs principaux magistrats. Mais ils votaient pour rien, ou presque, puisque c'étaient quasiment toujours les mêmes qui étaient élus. Alors, en 1691, les Genevois se dressèrent contre la dérive oligarchique de leur régime et menacèrent de « faire sauter les vieux ». Après avoir obtenu l'introduction du vote par billet dans un isoloir, une grande première en Europe pour une assemblée populaire, ils défendirent en 1707 un modèle politique alternatif de démocratie directe. Si ces idées qui inspireront J.-J. Rousseau dans *Du contrat social* et Condorcet durant la Révolution française furent en France rapidement oubliées, elles trouvèrent en Suisse un terrain fertile qui les vit bientôt prospérer.

Cet essai fait le pari que cette histoire peut encore résonner aujourd'hui, alors que de plus en plus de citoyens dans notre pays s'interrogent sur le sens même de l'acte de voter.

Maître de conférences en histoire moderne à l'université de Caen, Raphaël Barat (né en 1978) est l'auteur d'une thèse sur les élections dans la République de Genève (2018) et le codirecteur de l'ouvrage collectif *Histoires d'élections. Représentations et usages du vote de l'Antiquité à nos jours* (2018).

DU MÊME AUTEUR

« Les élections que fait le peuple ». République de Genève, vers 1680-1707, Genève, Droz, 2018.

Histoires d'élections. Représentations et usages du vote de l'Antiquité à nos jours (dir. avec Virginie Hollard, Christophe Le Digol et Christophe Voilliot), Paris, CNRS Éditions, 2018.

RAPHAËL BARAT

VOTER POUR RIEN

**1691 LE JOUR OÙ LES CITOYENS
MENACÈRENT DE “FAIRE
SAUTER LES VIEUX”**

HISTOIRE PAYOT

Retrouvez l'ensemble des parutions
des Éditions Payot & Rivages sur

payot-rivages.fr

Ouvrage dirigé par Sophie Bajard

Conception graphique de la couverture : Sara Deux -
Illustration : Denis Dubois

© Éditions Payot & Rivages, Paris, 2022

ISBN : 978-2-228-92992-9

INTRODUCTION

Les élections, d'aujourd'hui à hier

À l'heure où Louis XIV règne en monarque de droit divin sur la France, les citoyens de la petite république voisine de Genève votent pas moins de deux fois par an pour élire leurs principaux magistrats. Mais ils votent pour rien, ou presque, puisque ce sont quasiment toujours les mêmes personnes qui sont élues.

« Voter pour rien », l'expression semble résonner aujourd'hui. À l'approche d'une nouvelle élection présidentielle dans notre pays, on se souvient des Gilets jaunes reprenant parmi leurs slogans la célèbre formule « Élections, piège à cons », héritée de Mai 68, qui résumait selon Jean-Paul Sartre le caractère illusoire des élections face à la réalité des rapports de domination économiques et sociaux¹. L'histoire des citoyens genevois aurait-elle alors vocation à confirmer par un exemple de plus que les élections ont toujours été un leurre ? Que c'est en fait la même mascarade qui se joue et se rejoue sur des scènes différentes au fil du temps, que ce

soit dans la Florence des Médicis, malgré un savant mélange de vote et de tirage au sort, dans la petite cité-État lémanique de la fin du ^{xvii}^e siècle ou dans nos démocraties actuelles ?

En ces termes, sûrement pas. Rien n'est plus étranger à la pensée historique que de décréter que « rien n'a changé », que de voir dans le passé le reflet à l'identique de nos préoccupations. L'histoire est par définition la science du changement ; il ne s'agit donc pas d'essentialiser le fait électoral, comme si nous parlions toujours de la même chose d'une époque à une autre, mais bien de l'historiciser, une élection ne pouvant être comprise que dans un contexte historique précis et dans une société donnée.

Cela ne signifie pas que l'histoire de ces élections anciennes n'a rien à nous dire, comme si l'étude du passé ne valait que pour elle-même et se trouvait reléguée dans une sorte d'exotisme absolu par rapport à notre époque. Mais ce lien entre passé et présent réside, plutôt que dans l'illusion de la similitude, dans une conception généalogique de l'histoire, au sens que lui donnait Nietzsche. Comme l'explique l'historien des idées Quentin Skinner, des concepts comme ceux de représentation politique ou de démocratie ne peuvent pas véritablement avoir de définition : ils n'ont que des histoires. La seule façon de les comprendre est de retracer ces histoires, ces « généalogies ». Cette exploration peut s'avérer une entreprise de sauvetage susceptible de faire réémerger des conceptions

qui ont été oubliées parce qu'elles ont perdu la bataille de la légitimité, les certitudes de notre époque n'étant que le résultat de luttes idéologiques passées. Faire l'histoire de ces luttes permet de retrouver ce discours des vaincus, qui peut en retour renouveler notre regard sur le présent².

C'est ainsi que peuvent encore faire sens aujourd'hui ces vieilles histoires d'élections genevoises, qui sont aussi de petites histoires, puisque le courant de la microhistoire a bien montré que l'étude dense de cas limités dans le temps et l'espace pouvait soulever de grands enjeux. Comment comprendre ces « simulacres d'élection, d'importance d'ailleurs marginale », pendant un xvii^e siècle qui a été assimilé au « long sommeil » du Conseil général ? L'histoire de cette assemblée des citoyens genevois s'est plutôt concentrée jusqu'ici sur les temps agités ayant suivi l'indépendance et le passage à la Réforme en 1536, ou sur les « révolutions genevoises » qui ont jalonné tout le xviii^e siècle³. C'est l'histoire longtemps négligée de ces élections que nous allons raconter en nous concentrant sur les trois dernières décennies de ce « long sommeil », entre les années 1680 et 1707, afin de montrer ce qui était censé être le fonctionnement normal de ce système politique, mais aussi comment il fut profondément remis en cause lors de la crise de 1707.

Cette histoire des élections genevoises, je l'ai d'abord étudiée dans une thèse de doctorat qui a permis d'explorer un domaine de recherche

longtemps négligé, l'histoire des élections et du vote sous l'Ancien Régime⁴. Au fil des trois chapitres de ce petit livre plus narratif, nous découvrirons d'abord progressivement ces élections en partant de leur étrangeté pour l'observateur contemporain, que ce soit dans le vocabulaire politique utilisé ou dans le cérémonial électoral, dont nous suivrons les différentes étapes les unes après les autres. Elles apparaîtront comme des élections en trompe-l'œil, où s'exerce la domination de quelques familles patriciennes et dont les résultats sont souvent très prévisibles.

Puis nous adopterons une focale plus serrée en nous concentrant sur quelques moments particuliers qui montrent qu'il se passe encore quelque chose alors qu'en apparence il ne se passe rien ; et que, même dans un système aussi verrouillé, des grains de sable peuvent se glisser entre les rouages. Nous nous donnerons ainsi la possibilité d'écrire une histoire de ces élections « à hauteur d'homme », en reconstituant, quand les sources le permettent, le point de vue des citoyens eux-mêmes, dans une perspective d'histoire « par le bas ».

Enfin, nous verrons comment la grande crise politique de 1707 marque le retour sur le devant de la scène politique des citoyens, qui dénoncent la dérive oligarchique du régime ainsi que le fonctionnement des élections et réclament la mise en place d'un modèle profondément différent de démocratie directe.

Les mots de l'élection

L'historien doit se méfier des mots. Ne dit-on pas qu'à l'inverse des serpents, ils ne cessent de changer de corps sans changer de peau, les mêmes mots utilisés à différentes époques pouvant avoir des sens très différents. C'est le cas en particulier quand on s'intéresse à l'histoire des élections et du vote, la permanence de termes encore employés aujourd'hui pouvant créer une impression trompeuse de familiarité. De quoi parle-t-on exactement quand on parle d'« élections », de « démocratie », de « citoyens » ou de « peuple » dans la Genève de la fin du xvii^e siècle ? Ces mots prennent sens dans un contexte historique précis, qu'il nous faut d'abord présenter, avant d'entamer ensuite l'histoire proprement dite de ces élections genevoises.

Commençons par les citoyens, qui constituent le « peuple » au sens politique. Loin de l'idéal universaliste de nos démocraties contemporaines (un homme ou une femme, un vote), ce peuple se limite à une catégorie de la population, les citoyens, qui considèrent le droit de vote comme leur privilège légitime, dans la logique d'une société de corps. Une grande partie de la population genevoise est exclue de ce vote. C'est le cas des « habitants », qui sont les étrangers autorisés à résider et à travailler en ville par une « lettre d'habitation », et de leurs descendants, les « natifs ». Les sujets qui vivent dans les territoires ruraux dépendants de la

République et ceux qui mendient ou dépendent de la charité publique ne peuvent pas voter non plus, sans parler des femmes et des mineurs (la majorité électorale ayant été repoussée plusieurs fois, de 18 ans en 1652 à 25 ans en 1694)⁵.

Le vote est un droit exclusif de la bourgeoisie, composée des citoyens ou, pour être parfaitement exact, des « bourgeois et citoyens », puisque les « bourgeois » de première génération (environ 5 % de la population genevoise) ont des droits plus limités que les « citoyens » de plein droit (environ 30 % de la population)⁶. Cette bourgeoisie se referme de plus en plus sur elle-même, les droits nécessaires pour intégrer cette catégorie autrement héréditaire étant devenus très élevés à la fin du xvii^e siècle. Elle représente un peu plus du tiers de la population mâle adulte, soit autour de 1 300 personnes dans une ville qui compte alors 16 000 habitants, dont un petit millier se déplace le jour du vote.

Ce peuple ne s'identifie pas non plus à la plèbe des plus modestes, au « menu peuple », qui n'en constitue qu'une des diverses composantes. De grandes disparités sociales existent à l'intérieur de la bourgeoisie, et l'on peut distinguer au moins trois grands groupes en son sein : de riches marchands, une petite bourgeoisie composée des professions libérales et de l'élite de la Fabrique – dans l'horlogerie et encore largement dans l'orfèvrerie, avant sa crise du début du xviii^e siècle et sa reconversion vers la banque – et des petits artisans

souvent misérables, dans les « bas métiers » des activités urbaines traditionnelles, comme « les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir, du métal et des transports, que les privilégiés de la Fabrique traitent avec dédain⁷ ». Nous verrons plus loin que les citoyens peuvent eux-mêmes faire preuve d'une grande virulence quand ils se sentent concurrencés par des catégories encore plus modestes, s'en prenant en 1696 aux réfugiés ayant fui la France après la révocation de l'édit de Nantes, qui tiennent boutique bien que ce soit un privilège bourgeois.

Autre différence majeure avec notre époque, les libertés politiques dont jouissent les citoyens en dehors des élections sont très limitées. Ils ne peuvent pas former de partis politiques, qui seraient assimilés à des factions œuvrant contre le bien public, et toute critique du fonctionnement de la République est volontiers interprétée comme un propos « séditieux ». On est loin du modèle de la démocratie libérale, historiquement plus récent. Quand les Genevois parlent de « démocratie » ou de « gouvernement populaire », ils évoquent en fait l'exercice des droits politiques de la commune bourgeoise, le Conseil général⁸. Celui-ci constitue plutôt un élément démocratique dans un système politique dominé par une élite aristocratique.

Né des franchises accordées par les princes-évêques de Genève au ^{xiv}^e siècle, il joue un rôle important au ^{xv}^e et dans les temps tumultueux qui suivent le passage à la Réforme (1536). Mais

son influence est progressivement minée par un processus de concentration du pouvoir autour du Petit Conseil ou Conseil des XXV. À la fin du xvi^e siècle, la dérive aristocratique du régime est flagrante, et on envisage même dès 1584 de supprimer purement et simplement le Conseil général. Principal signe de son déclin, il n'a pas été convoqué une seule fois pour voter directement de nouvelles lois, impôts ou décisions diplomatiques entre cette année 1584 (alliance avec les cantons protestants de Berne et de Zurich) et la crise de 1707, cette prérogative étant pourtant alors considérée dans la théorie politique comme la principale marque de sa souveraineté.

Pendant ce « long sommeil », il ne reste donc en pratique au Conseil général que les élections des magistrats ; mais il continue d'exister et reste en place jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Étudier cette assemblée à la fin du xvii^e siècle revient donc à se pencher sur une étrange survivance médiévale, à un moment où, dans la plupart des républiques européennes, les communes bourgeoises nées au Moyen Âge ont abandonné tous leurs pouvoirs à des assemblées de nobles ou à des conseils aristocratiques cooptés. Dans l'espace helvétique, c'est le cas des régimes patriciens qui se sont imposés à Berne, Fribourg, Lucerne, Soleure. Les seules assemblées comparables au Conseil général de Genève seraient les *Landsgemeinden* (assemblées de pays) des cantons de la Suisse centrale ou des

Liges grisonnes, composées de tous les hommes en âge de porter les armes et qui élisent les magistrats et se prononcent sur les décisions importantes (lois, impôts, diplomatie) ; des ressemblances existent aussi avec un canton comme celui de Zurich où les corporations gardent le droit d'élire le bourgmestre jusqu'en 1713. La République de Genève est donc un régime hybride, que Jacob Laurent avait décrit dès 1635 dans son *Genevois jubilant* comme une « aristodémocratie⁹ ».

Intéressons-nous maintenant à cet aspect « aristocratique » du pouvoir et au sens qu'il faut donner à ce terme dans le contexte genevois. Jacob Laurent l'utilise dans son ouvrage parce qu'il reprend le vocabulaire hérité d'Aristote sur les formes de gouvernement (démocratie, aristocratie, monarchie). Mais devons-nous recourir en tant qu'historien aux termes d'« aristocratie » et d'« aristocrate » à propos de l'élite genevoise ? Il n'y a pas à Genève d'aristocratie ou de patriciat au sens juridique : les grandes familles genevoises appartiennent à la bourgeoisie, elles sont la « haute bourgeoisie ». Du point de vue constitutionnel, le régime de Genève ne peut pas non plus être considéré comme un régime patricien puisque la République a conservé son assemblée communale. Néanmoins, on peut parler d'une élite patricienne, au sens premier du terme, *patricius* venant de *pater*, le père. Les membres du Petit Conseil aiment se présenter comme les « pères

de la patrie » et se font appeler « nobles » terme sans valeur juridique à Genève mais au sens fort dans une société d'Ancien Régime qui est avant tout une société de rang « qui repose sur l'estime sociale, la dignité, l'honneur, accordée par un consensus à telle ou telle fonction sociale ». Ce sont des patriciens par leur mode de vie et par la conception aristocratique qu'ils se font de leur pouvoir, qui est le gouvernement des meilleurs (en grec, *aristoi*), des plus aptes et expérimentés. Ils se soucient du bonheur des citoyens comme « des pères veillant tendrement sur le bien-être de leurs enfants¹⁰ », les grandes familles genevoises considérant comme leur patrimoine la gestion des affaires publiques, dont elles ont la charge depuis des générations.

Cette élite patricienne domine le Petit Conseil, qui détient la réalité du pouvoir dans la République, ainsi que le Grand Conseil ou Conseil des Deux-Cents. On est élu au Petit Conseil à vie, un poste ne pouvant se libérer que suite à un décès ou à une décharge (pour raison de maladie ou de grand âge, pour cause de faillite). Le Petit Conseil désigne alors deux personnes au sein du Conseil des Deux-Cents, entre lesquelles il lui laisse le soin de trancher. Ces élections au Petit Conseil mettent en ébullition l'élite de la République, donnant lieu à de multiples « brigues et cabales », comme l'observe lors de son passage à Genève en 1685-1686 le voyageur écossais

Gilbert Burnet (1643-1715), évêque anglican et grande figure de la pensée whig¹¹.

Cette assemblée, toute-puissante, nomme aussi parmi les bourgeois et citoyens les membres du Conseil des Deux-Cents, qui lui sert d'anti-chambre en raison des limitations des liens de parenté qui lui sont imposées : un père et un fils, deux frères ou un beau-père et son gendre ne peuvent pas siéger ensemble en Petit Conseil. Les fils des grandes familles genevoises doivent donc parfois subir de longues périodes d'attente en Deux-Cents avant de pouvoir intégrer le premier cercle du pouvoir. En moyenne, les 60 membres du Petit Conseil sur la période 1679-1707 y sont entrés à 44,7 ans, alors qu'ils avaient été admis dans le Conseil des Deux-Cents à 26,3 ans. Les Petit et Grand Conseils se « révisent » mutuellement tous les ans, mais cette procédure aboutit rarement à des exclusions. La réalité du pouvoir dans la République est donc exercée par des assemblées qui ne sont pas élues par les citoyens, mais qui se cooptent.

Un autre terme qui est parfois utilisé par les historiens à propos de la classe dirigeante genevoise est celui d'oligarchie, souvent avec une connotation plus négative : on parle de dérive oligarchique du régime, de concentration oligarchique du pouvoir. Il est vrai qu'à la fin du xvii^e siècle, le pouvoir s'est resserré autour d'un nombre restreint de familles, qui ont tissé entre

elles un réseau d'alliances très dense. Angelo Pronini a montré qu'entre les 29 membres du Petit Conseil en 1706, 27 sont apparentés, à des degrés différents, à un de leurs pairs au moins. En tenant compte de la parenté par alliance, aucun des 29 ne reste isolé : 15 sont des beaux-frères, et le réseau s'intensifie encore si l'on examine les unions des autres frères et sœurs ou celles des enfants. Tout conseiller peut ainsi revendiquer des liens de parenté plus ou moins étroits avec quatre ou cinq autres¹².

Cette élite oligarchique s'éloigne de plus en plus de la bourgeoisie par son mode de vie et son comportement. Les membres du Petit Conseil sont pour la plupart des rentiers n'exerçant pas de profession déterminée et qui ont une formation juridique. Ils ne vivent plus dans les mêmes quartiers que les citoyens, la très grande majorité des conseillers habitant dans le quartier aisé de la ville haute (25 conseillers sur 29 en 1706). Le rapport à la France est une source de tensions constantes. Alors que la bourgeoisie a été choquée par la révocation de l'édit de Nantes, les patriciens se laissent séduire par la mode du luxe à la française, que ce soit dans leur habillement ou dans les magnifiques immeubles qu'ils font construire en ville, dans les fiefs qu'ils acquièrent en France pour avoir des titres nobiliaires ou dans leur service au sein des régiments du roi. La prudence diplomatique impose aussi à ceux qui gouvernent la petite

république bien des égards face au géant français et à son Résident établi dans la ville depuis 1679. Les mutations de l'économie n'arrangent rien, puisqu'une crise de subsistances frappe depuis les récoltes déplorables de 1692 et 1693, qui font s'envoler le prix du blé ; elle s'ajoute aux mesures de rétorsion de l'Empire pour les certificats de complaisance accordés par Genève aux produits français, dont le commerce était interdit en terre impériale en raison de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-1697) puis de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714)¹³.

Ne versons pas pour autant dans la caricature. Ces familles ne forment pas un seul bloc uniforme : les rivalités peuvent être très vives entre elles, et elles n'ont pas toutes le même poids politique. Les patriciens siégeant en Petit Conseil sont souvent des personnes compétentes, avec un haut niveau d'études (on compte pas moins de 15 docteurs en droit en Petit Conseil en 1706). Ils consacrent une grande partie de leur temps et de leur énergie au service de la République, se réunissant à la Maison de ville cinq jours par semaine, en échange d'une rémunération relativement faible si on la rapporte à ce qu'ils auraient pu gagner en s'adonnant à temps plein à d'autres activités, notamment commerciales et bancaires. L'attractivité de la carrière politique face à des activités plus lucratives tient plutôt à la reconnaissance sociale qu'elle procure : on sait que les trois

quarts des syndics en poste au XVIII^e siècle sont des aînés, qui ont donc été libres de choisir leur voie¹⁴. Cela n'exclut pas des stratégies à l'échelle des familles, avec une diversification des carrières des fils dans le pastorat, le commerce ou le service aux armées étrangères, la présence de membres du Petit Conseil dans les différentes chambres (des blés, du vin, du négoce, etc.) permettant aussi de veiller aux intérêts économiques de la famille.